



L'Observatoire d'information économique
pour la coopération régionale entre
le **Canada atlantique** et **Saint-Pierre et Miquelon, France**

Perspectives sans frontières : commerce



Canada atlantique (p.1-4)

Saint-Pierre et Miquelon / France (p. 5-8)



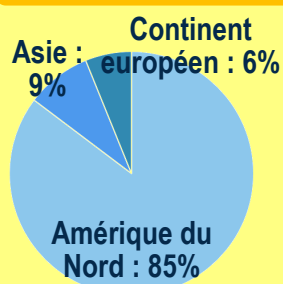
Perspectives sans frontières : commerce

Dans ce numéro :

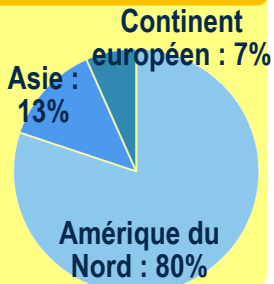
Le commerce du Canada atlantique en quelques chiffres	2
Commerce chiffres (suite)	3
Opportunités d'affaires à un clic de distance	4

Le Canada est un grand pays importateur/exportateur, se classant respectivement 10ème et 11ème au rang mondial, avec un volume total d'exportations atteignant 521,3 milliards \$ et 547,3 milliards \$ d'importations, à la fin 2016. Bien que les États-Unis constituent le principal partenaire commercial du Canada (importations, 30 382,3 millions \$; exportations, 34 352,7 millions \$, en mars 2017), l'Union européenne devient de plus en plus un partenaire commercial incontournable pour le Canada (importations, 4 719,7 millions \$; exportations, 3 896,2 millions \$, en mars 2017). Grâce à sa politique d'ouverture en matière de commerce, le Canada est signataire de nombreux accords commerciaux importants, qui contribuent de manière significative à son développement et à sa prospérité économique.

Exportations



Importations



Accords, ententes, juridictions provinciales et nationale

Chaque province de la région de l'Atlantique a mis en place des lois qui encadrent les activités d'achats. Et chaque accord commercial comporte ses propres règlements. C'est pour ces raisons qu'il est de la responsabilité des entreprises de s'informer des règles en vigueur avant de répondre à un appel d'offres de quelque provenance que ce soit.

Commerce international

Les 10 partenaires commerciaux principaux du Canada (2016)

Milliards \$	Exportations	Importations
États-Unis	392,3	359,9
Chine	22,4	37,6
Mexique	8,9	18,9
Royaume-Uni	18,0	7,6
Japon	11,0	11,8
Allemagne	4,4	14,6
Corée du Sud	4,6	9,0
Hong-Kong	2,4	4,1
Pays-Bas	2,9	4,8
France	3,5	4,4
Total	521,3	547,3

En Atlantique, le commerce a le vent dans les voiles

Stratégie de croissance pour l'Atlantique

<http://www.acoa-apeca.gc.ca/ags-sca/fra/>

Parmi les 5 volets du plan d'action mis de l'avant par cette stratégie, le volet **Commerce et investissement** vise à accroître les activités commerciales que la région atlantique entretient avec les marchés étrangers, alors que le volet **Innovation** veut encourager les progrès commerciaux en apportant un appui aux PME dans les phases de commercialisation, de transfert de technologies, ou de développement d'idées originales qui seront à la base des avancées dans les secteurs des biosciences, de l'aquaculture, des technologies océaniques et de l'énergie renouvelable, notamment.

(Concernant d'autres volets de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique, voir l'*Intell-Écho*, vol. 4, no 2, février 2017)

Service de croissance accélérée dans le Canada atlantique

Mise en place d'un projet pilote fédéral/provincial, annoncé en janvier 2017

Le Service permettra à des entreprises prometteuses de profiter de conseils et d'appuis financiers afin de se développer et d'accroître leur présence sur les marchés internationaux.

Sources consultées : Affaires mondiales Canada, <www.international.gc.ca/>; Banque Nationale du Canada, <<https://www.bnc.ca/>>; Banque Royale du Canada, <www.rbcbanqueroyale.com/>; Caisses Desjardins, <<https://www.desjardins.com/>>; Innovation, Science and Economic Development Canada, <<https://www.ic.gc.ca/>>; Observatory of Economic Complexity (Massachusetts Institute of Technology Media Lab), <<http://atlas.media.mit.edu/>>; Service Concierge, <<https://conciierge.innovation.gc.ca/fr/>>; Statistique Canada, <<http://www.statcan.gc.ca/>>.

Le commerce du Canada atlantique en quelques chiffres

IPE

	Valeur	%
Principaux marchés d'exportation		
Total mondial	1302,3	100,0
États-Unis	804,0	61,7
Corée du Sud	76,0	5,8
France	40,7	3,1
Allemagne	35,1	2,7
Japon	31,8	2,4
Principaux produits d'exportation		
Nourriture en conserve	249,9	19,2
Poisson	213,2	16,4
Machinerie	201,5	15,5
Équipements électroniques	76,2	5,9
Légumes	71,4	5,5

(en millions \$)

Avec un PIB de 6 186 millions \$, l'économie de l'IPE a connu une croissance de 1,3%; le PIB/habitant est estimé à 42 157 \$, et le taux de chômage est d'environ 10,4%

Importations de marchandises (IPE)	
Principaux pays fournisseurs (M\$)	
États-Unis	25,8
Fédération de Russie	10,7
Trinité-et-Tobago	2,3
Principaux produits d'importation	
Engrais	32,0
Boissons	5,3
Machinerie	3,7
Produits chimiques org.	3,6
Produits chimiques inorg.	3,3

(chiffres de 2015, publiés T4 2016)

Population de l'IPE: 149 383 habitants (T1 2017)

NB

	Valeur	%
Principaux marchés d'exportation		
Total mondial	12 231,9	100,0
États-Unis	11 052,5	90,4
Inde	109,3	0,9
Chine	87,1	0,7
Brésil	76,0	0,6
Indonésie	72,2	0,6
Principaux produits d'exportation		
Combustibles minéraux	7 337,0	60,0
Poisson	1 107,7	9,1
Bois	597,0	4,9
Papier et carton	561,1	4,6
Pâte de bois	542,9	4,4

(en millions \$)

Le PIB du NB est de 33 052 millions \$, ayant augmenté de 2,3% au terme de 2015; le PIB/habitant correspond à 43 818 \$, tandis que le taux de chômage est estimé à 9,8%

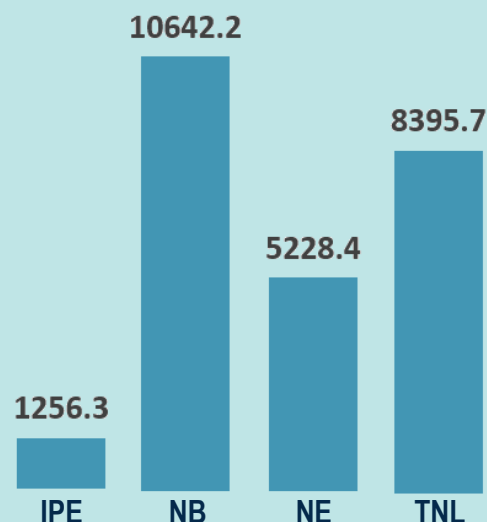
Importations de marchandises (NB)	
Principaux pays fournisseurs (M\$)	
États-Unis	5 311,6
Arabie saoudite	1 935,0
Mexique	436,3
Principaux produits d'importation	
Combustibles minéraux	6 275,4
Minerais	584,2
Poisson	553,7
Machinerie	526,4
Véhicules auto/pièces	451,7

(chiffres de 2015, publiés T4 2016)

Population du NB : 757 771 habitants (T1 2017)

Commerce interprovincial

Exportations interprovinciales de marchandises en 2016 (en millions \$)



Alors que le Canada a signé de nombreux accords commerciaux internationaux, ce qui place le Canada au rang des grands pays exportateurs, les échanges commerciaux domestiques inter-province restent davantage régités et, à certains égards, plus limités que ceux développés entre les provinces et les pays étrangers. En effet, il est parfois plus aisé pour certaines entreprises d'exporter à l'étranger que d'exporter dans une province canadienne voisine. Disposant de compétences juridictionnelles exclusives qui leur sont propres, les différentes provinces ont mis en place des régimes particuliers de normalisation pour encadrer de manière directe ou indirecte les échanges commerciaux réciproques. Ainsi, le ratio des exportations interprovinciales versus le volume des exportations totales, a fléchi de 50% en 1980 à moins de 38% en 2014. **L'Accord de libre-échange canadien (ALEC)**, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2017, en remplacement de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) signé en 1995, sera un pas important vers davantage d'ouverture et de fluidité dans les échanges commerciaux inter-province. Entre autres, l'ALEC vise à aplanir les barrières au commerce intérieur en harmonisant la réglementation qui a cours dans chacune des provinces et chacun des territoires. Le commerce interprovincial représente 20 % du PIB du pays et tout près de 40 % des exportations provinciales.

Le commerce du Canada atlantique en quelques chiffres (suite)

NE		
	Valeur	%
Principaux marchés d'exportation		
Total mondial	5 494,6	100,0
États-Unis	3 836,4	69,8
Chine	421,9	7,7
Royaume-Uni	121,4	2,2
France	88,3	1,6
Pays-Bas	84,1	1,5
Principaux produits d'exportation		
Poisson	1 582,7	28,8
Caoutchouc	1 202,9	21,9
Papier et carton	297,9	5,4
Pâte de bois	250,2	4,6
Combustible minéral	227,5	4,1

(en millions \$)

Population de la NE : 952 024 habitants (T1 2017)

Le PIB de la NE est le plus élevé de l'Atlantique, à 40 225 millions \$ et à une croissance de 1,0% à la fin 2015; le PIB/habitant est de 42 640 \$, et le chômage est de 8,6%, soit le moins élevé de la région

Importations de marchandises (NE)	
Principaux pays fournisseurs (M\$)	
Allemagne	2 697,9
États-Unis	1 618,7
Royaume-Uni	847,9
Principaux produits d'importation	
Véhicules auto/pièces	3 542,4
Combustible minéral	1 543,7
Machinerie	581,1
Avions et pièces	372,5
Articles en fer & acier	204,2

(chiffres de 2015, publiés T4 2016)

TNL		
	Valeur	%
Principaux marchés d'exportation		
Total mondial	9 248,1	100,0
États-Unis	6 192,3	67,0
Royaume-Uni	605,6	6,5
Pays-Bas	516,4	5,6
Chine	474,8	5,1
Japon	190,8	2,1
Principaux produits d'exportation		
Combustible minéral	6 141,0	66,4
Minerais	1 550,4	16,8
Poisson	915,5	9,9
Papier et carton	124,3	1,3
Nickel	105,1	1,1

(en millions \$)

Population de TNL : 529 696 habitants (T1 2017)

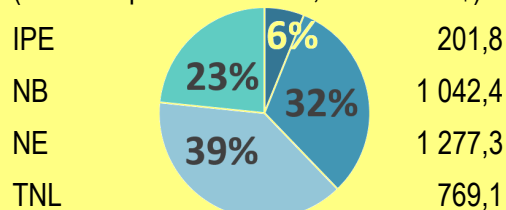
TNL enregistre un PIB de 30 100 millions \$ à la fin 2015, ce qui représente une contraction de -2,0%; le PIB/habitant y est le plus élevé de la région, soit 56 935 \$ et le taux de chômage atteint 12,8%

Importations de marchandises (TNL)	
Principaux pays fournisseurs (M\$)	
États-Unis	2 476,4
Corée du Sud	437,2
Norvège	140,0
Principaux produits d'importation	
Combustible minéral	2 653,2
Machinerie	544,1
Navires et pièces	192,1
Articles en fer & acier	68,6
Avions et pièces	62,6

(chiffres de 2015, publiés T4 2016)

Commerce de détail

(données pour mars 2017, en millions \$)



En termes d'**ouverture au commerce extérieur**—soit la somme de la valeur des exportations et des importations par rapport au PIB nominal—le **Canada se classe au 2ème rang mondial**, tout juste après l'Allemagne, avec un **taux d'ouverture de 65,4%** (alors que celui-ci est de moins de 30% pour les États-Unis).

Événements notables passés et à venir

2016 Atlantic Provinces Reverse Trade Show
<https://novascotia.ca/tenders/>
 8 novembre 2016, Halifax, NE

Conseil des premiers ministres de l'Atlantique
 12 avril 2017
 Saint-Jean, NB

Journée de formation sur le commerce électronique / Soirée-Conférence
 17 mai 2017
 Moncton, NB

Mission commerciale des provinces atlantique en Europe
 Juin 2017, Europe

Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
 Août 2017
 Charlottetown, IPE

Forum 2017 – L'innovation dans les marchés publics
 5 au 8 novembre 2017
 Ottawa, ON

Meet the Buyers Reverse Trade Show
 30 novembre 2016
 St. John's, TNL

Des opportunités d'affaires à un clic de distance

À l'échelle nationale

MARCAN (Marketplace Canada) <<http://www.marcan.net/>>

► avis d'appels d'offres du secteur public de partout au Canada et informations sur les règles de passation des marchés publics, procédures de plaintes, statistiques, coordonnées de personnes-ressources

Merx <<https://www.merx.com/>>

► avis d'appels d'offres en ligne concernant les marchés publics canadiens, le service pour les agences, les sociétés de la Couronne et les marchés privés, le service marché américain ainsi que le service construction privée

Achatsetventes.gc.ca <<https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/>>

► outil en ligne permettant de vendre des biens et des services au gouvernement fédéral

Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) <<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/pme-sme/>>

► service d'appui régional aux entrepreneurs désirant s'inscrire en tant que fournisseurs ou encore recherchant des informations sur la façon de faire affaires avec le gouvernement fédéral

Select <<https://select.pwgsc-tpsgc.gc.ca/>>

► opportunités pour entreprises œuvrant dans les domaines de la construction, de l'architecture ou du génie

Conseil canadien des marchés publics <<http://www.cppc-ccmp.ca/>>

► organisme sans but lucratif qui vise à faciliter les échanges d'information dans le domaine des marchés publics

À l'échelle régionale

Équipe de développement du réseau des fournisseurs de l'Atlantique <<http://atlanticsuppliers.ca/>>

► occasions d'approvisionnement du secteur public pour les entreprises du Canada atlantique

À l'échelle provinciale

IPE Tenders Opportunities <http://www.gov.pe.ca/tenders/tenders_all.php3>

► pour entreprises voulant faire affaires avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard

Commerce et exportations <<https://www.princeedwardisland.ca/fr/sujet/commerce-et-exportations>>

► informations utiles concernant le commerce (activités, missions, statistiques) et les sources d'aide à l'exportation

Global Trade Services, division d'Innovation PEI <<http://www.innovationpei.com/trade>>

► Global Trade Services a été mis en place pour aider les entrepreneurs de la province à se tailler une place rapidement sur les marchés extérieurs et pour assurer la croissance des revenus provinciaux générés par le commerce extérieur

NB Réseau de possibilités d'affaires du Nouveau-Brunswick <<https://nbon-rpanb.gnb.ca/welcome?language=Fr>>

► appels d'offres pour biens et services, de même que les avis d'appels d'offres concernant des projets de constructions d'infrastructures (édifices et autoroutes) provenant du gouvernement provincial et du secteur parapublic

Programme de développement des marchés, d'amélioration des produits et de diversification <<http://www2.gnb.ca/>>

► appui à l'industrie agricole favorisant le développement des marchés locaux ou d'exportation

NE Appels d'offres de la Nouvelle-Écosse <<http://www.novascotia.ca/tenders/tenders/ns-tenders.aspx>>

► pour rester informé au sujet des appels d'offres du secteur public de la NE, il est possible de s'abonner au fil TONS (Tender Opportunities Notification Service)

Nova Scotia Business Inc. <<https://www.novascotiabusiness.com/business>>

► soutien de la croissance de l'entreprise en offrant des avantages aux exportateurs et aux investisseurs; le site de NSBI présente de nombreux programmes selon le type d'industries de la province

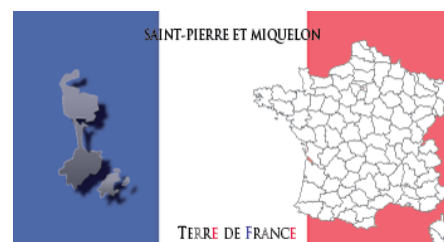
TNL Government Purchasing Agency <<http://www.gpa.gov.nl.ca/index.html>>

► gestion d'appels d'offres et de soumissions pour les biens et les services de tous les ministères, incluant les avis d'appels d'offres concernant la construction et les services afférents

Department of Tourism, Culture, Industry and Innovation, International Business Development Division <<http://www.tcii.gov.nl.ca/department/branches/ted/ted.html>>

► la Division du développement des affaires internationales de la province apporte aux entreprises du soutien en ce qui concerne notamment le commerce, le développement des exportations ainsi que les questions de politique commerciale

Observatoire d'information économique

Intell-EchoBulletin d'information thématique
Vol. 4, no 5, mai 2017
ISSN 2292-518XSaint-Pierre
Miquelon
France métro-
politaine

Dans ce numéro:

Investir en France

5

Domaines
d'investissements

6

Acteurs et structures

7

Investir à SPM

8

Investir en France**La position de la France dans le monde**

En France les principaux investisseurs sont allemands, américains et européens. On compte environ 20 000 entreprises étrangères qui font des affaires en France. Elles emploient quasiment 2 millions de personnes (soit 13 % de la population active) et représentent un tiers du total des exportations françaises (33%) et près de 30 % de la R&D totale en France.

La France de plus en plus compétitive sur la scène internationale

1117 décisions d'investissements physiques, par des opérateurs étrangers, ont été prises en 2016 en France. Au classement mondial de la compétitivité, la France gagne encore une place, elle obtient la 21ème place sur 138 pays, après avoir occupé la 22ème place en 2015 et la 23ème en 2014.

Les points forts de la France :

- ⇒ 4ème place pour ses infrastructures routières
- ⇒ 7ème place pour l'approvisionnement électrique
- ⇒ 9ème place pour la taille du marché domestique
- ⇒ 8ème place pour sa capacité à innover
- ⇒ 4ème pour la proportion d'abonnées à internet

note : les étrangers plébiscitent la France pour installer leurs centres de recherche et développement, grâce notamment au succès du crédit d'impôt recherche.

Paris, 5e ville la plus attractive du monde !

C'est ce que révèle la nouvelle édition de l'Observatoire des investissements internationaux, baromètre annuel réalisé par le cabinet d'audit KPMG. Paris est la 5e ville la plus attractive en terme d'investissements internationaux. On compte une hausse de 12 % des projets d'IDE à Paris (141 projets fin 2016).

En ce qui concerne les investissements liés à l'implantation d'un centre de décision, Paris séduit les investisseurs pour y installer leurs quartiers généraux, centres de recherche, centres de design, de formation ou de marketing. Bénéficiaire de 81 projets d'implantation de cette catégorie, Paris se hisse dans le Top 3, derrière Londres et Shanghai.

**Pourquoi investir en France ?
les atouts de la France**

- ⇒ C'est la 11ème économie mondiale en terme de stock d'IDE entrants.
- ⇒ Une économie européenne attractive aux investisseurs étrangers créateurs d'emploi.
- ⇒ 1re destination européenne des investissements étrangers dans l'industrie manufacturière.
- ⇒ 4ème pays accueillant le plus d'étudiants en mobilité internationale.
- ⇒ La France occupe une place centrale en Europe.
- ⇒ La vitalité de la démographie.
- ⇒ Les infrastructures et réseaux qui relient la France à l'économie européenne et mondiale sont très développées.
- ⇒ Les prix compétitifs de l'énergie.
- ⇒ Une main d'œuvre qualifiée et une formation supérieure de qualité.
- ⇒ Une créativité dans tous les domaines.
- ⇒ Les entreprises étrangères bénéficient des mêmes aides que les entreprises françaises.
- ⇒ Un système de santé performant et accessible.
- ⇒ Un accès à 60 millions de consommateurs et à une plateforme pour la zone Moyen-Orient/Afrique.

72% des investisseurs tirent un bilan positif de leur investissement en France. La diversité des territoires français constitue toujours un puissant facteur d'attractivité.

Source : INSEE ; BNP PRE ; diplomatie.gouv ; Forum Economique

Domaines d'investissements



Attractivité des domaines français

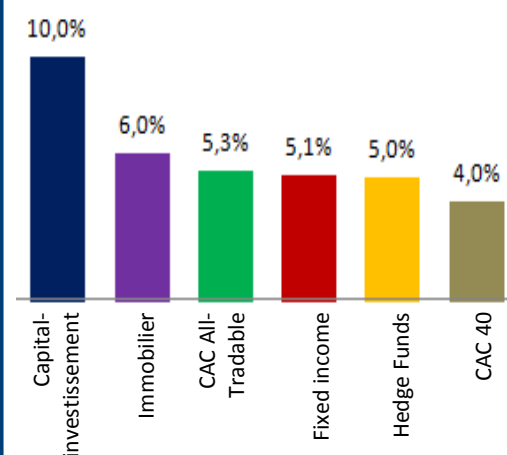
En raison de sa position, de son marché intérieur et de ses ressources, la France est en position d'accueillir tous les types d'investissements. Voici une liste de 9 grands domaines établie par Business France.

- ⇒ **Les technologies de l'information** : la France possède des infrastructures de communication très performantes, des pôles de compétitivité engagés, des formations de qualité et du personnel qualifiés. De plus le service public, le crédit d'impôt recherche, le statut « jeunes entreprises innovantes » ou encore les solutions de financement, offrent des opportunités aux entreprises internationales.
- ⇒ **L'agroalimentaire** : avec 170 milliards d'euros de chiffres d'affaires et 440.926 salariés, l'agroalimentaire est le 1er secteur industriel français. C'est un des moteurs de l'économie nationale. L'agroalimentaire français est le 4ème exportateur mondial avec 44,3 milliards d'euros de produits alimentaires exportés.
- ⇒ **La santé** : la France et les acteurs internationaux sur son territoire, représentent un puissant cluster santé en Europe, avec des revenus de plus de 70 milliards d'Euros et plus de 400 sites de production. Plus de 1000 essais cliniques sont menés chaque année en France, dont les deux tiers par des industriels privés.
- ⇒ **Les équipements automobiles** : 440.000 salariés travaillent dans 3.500 entreprises dans le secteur automobile français. Le secteur réalise 43% de son chiffre d'affaires à l'exportation, occupe le 1er rang national en terme de dépôt de brevets et investit massivement en R&D.
- ⇒ **Les industries mécaniques** : le secteur compte 30.200 entreprises qui exercent leurs activités dans des métiers et sur des marchés très variés. Avec 121,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires (dont 48,3 réalisés à l'exportation) et 629.000 salariés, la France occupe le 6ème rang mondial et le 3ème rang européen.
- ⇒ **La logistique** : Ce secteur en France représente environ 200 Mds€ de chiffre d'affaires annuel, plus de 1,8 million d'emplois et près de 100 000 entreprises. Paris-Charles-de-Gaulle est le 2ème aéroport européen pour le fret et le trafic de passagers, Paris-Le Bourget est le 1er aéroport d'affaires en Europe, la France possède le 1er réseau routier d'Europe, un réseau ferroviaire très développé et un accès maritime de tout premier rang (1ère façade maritime européenne et 7 grands ports maritimes) et le 1er réseau de voies navigables d'Europe.
- ⇒ **L'énergie et les cleantechs** : avec 91 TWh d'électricité à base d'énergie renouvelable, la France était le 3ème pays européen producteur d'énergies renouvelables en 2015. La France est le 2ème pays européen producteur d'hydroélectricité. La filière éolienne appuie sa croissance sur le 2ème gisement de vent d'Europe. La plus grande centrale photovoltaïque d'Europe est installée en France depuis fin 2015. Enfin, la France est bien positionnée dans le secteur de la biomasse (2ème producteur européen de bois énergie), de géothermie, ou de solaire thermique.
- ⇒ **L'Aéronautique** : avec 4.500 entreprises qui proposent une gamme complète de produits, le chiffre d'affaires total annuel de la profession est de 50 milliards d'euros, dont les 2/3 sont réalisés à l'exportation. On compte 350.000 salariés dont une partie importante de fonctions hautement qualifiées.
- ⇒ **Le Tourisme** : grâce à un patrimoine exceptionnel, une offre culturelle variée, une grande variété de paysages, des infrastructures logistiques performantes, ou encore une offre d'hébergements de qualité, la France est la 1ère destination touristique au monde. Au total, le secteur du tourisme génère un chiffre d'affaires d'environ 150 Mds€.

Le capital-investissement en France :

1.893 startups, PME et ETI ont été accompagnées par des fonds de capital-innovation, développement ou transmission, pour un montant de 12,4 milliards d'euros en 2016. Pour les investisseurs, ce mode d'investissement se traduit par une performance financière élevée.

Performance annualisée sur 10 ans



Le capital investissement en France : www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Capital-Investissement-la-France-dans-la-cour-des-grands-l-28895

Source : business France

Acteurs et structures



Les acteurs et les structures de l'investissement en France

Aides publiques aux entreprises

Le montant et modalités pour obtenir les aides publiques dépendent du lieu d'implantation et de la politique d'aménagement du territoire de chaque collectivité territoriale.

⇒ "La Fabrique à Entreprendre" dans le but d'accompagner la création, la reprise et la transmission d'entreprises. <https://lafabriqueaentreprendre.fr>

⇒ Aide à la ré-industrialisation : www.entreprises.gouv.fr/politique-et-enjeux/aide-a-la-reindustrialisation

⇒ La loi de finances 2017 sur les aides fiscales aux entreprises : soutien à la création d'entreprise, à l'investissement et à la croissance des entreprises. www.les-aides.fr

⇒ L'Agence France Entrepreneur recense les financements accessibles aux créateurs d'entreprises en trois catégories : les capitaux de départ, la levée de fonds auprès d'investisseurs (renforcement des fonds propres) et les emprunts. www.afecreation.fr/pid15136/panorama-des-financements.html

⇒ L'Agence France Entrepreneur revient également sur les principales aides fiscales en faveur des entreprises. www.afecreation.fr/pid1624/principales-aides-fiscales.html#tp=1

⇒ Aides aux PME accordées par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) : les PME peuvent bénéficier auprès de l'INPI de 50 % de réduction sur les redevances brevet, d'un « Pass PI » et de la prestation technologique réseau 1er brevet. www.inpi.fr/fr/services-et-prestations/aides-aux-pme-et-aux-centres-de-recherche

⇒ Le portail les-aides.fr : renseigne sur les aides financières, fiscales et sociales ; sur les aides techniques, apports de connaissances, de savoirs, d'expertises ou sous forme de mise à disposition de moyens. Elle couvre tous les besoins de l'entreprise (création, reprise ou cession d'entreprise, innovation, international, emploi, formation, développement durable, implantation, etc.).

Les formes d'aides possibles à l'investissement :

- ⇒ Subventions,
- ⇒ Rabais et réductions de charges,
- ⇒ Exonérations d'impôts,
- ⇒ Garanties sur emprunts,
- ⇒ Prises en charge des frais de formation du personnel

Les organismes qui financent :

- ⇒ L'Etat, les collectivités locales (régions, départements, municipalités)
- ⇒ L'UE via le FEDER
- ⇒ Certains grands groupes industriels qui soutiennent les nouveaux investisseurs
- ⇒ L'Agence française pour les Investissements Internationaux
- ⇒ L'Agence Nationale de Valorisation de la Recherche
- ⇒ Le Fonds de Développement des PMI
- ⇒ BPI : Financement et accompagnement des PME (fusion de l'ANVOR et la BDPME) www.bpifrance.fr

AECG et investissement :

« L'AECG introduit d'importantes innovations, qui garantissent un niveau de protection élevé aux investisseurs tout en préservant pleinement le droit pour les gouvernements de réglementer et de poursuivre des objectifs légitimes de politique publique »

Vous trouverez les dispositions concernant les investissements entre l'UE et le Canada à cette adresse mail : trade.ec.europa.eu/doclib/html/151960.htm

La protection des investisseurs étrangers

⇒ La France a signé des accords bilatéraux pour les investissements avec 91 pays.

(Liste : <http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA/CountryBits/72#iialInnerMenu>)

⇒ En cas de désaccord voici la liste des organismes offrant leur assistance :

ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre de commerce internationale ICSID, et le Centre international pour le règlement des disputes d'investissement.

⇒ La France est signataire de la Convention de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA). www.miga.org

Comparaison de la protection des investisseurs

	France	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	10,0	6,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	5,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	7,0	9,0	5,0
Index de protection des investisseurs****	5,3	6,1	8,3	5,0

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Source : BNP paribas ; doing business 2016 ; Economie.gouv.fr

Investir à SPM



Les droits auxquels peuvent prétendre les entreprises étrangères sont les mêmes que ceux accordés aux entreprises françaises sur le territoire de Saint-Pierre et Miquelon comme en France métropolitaine.

Tous les dispositifs en faveur du développement sont à retrouver sur le site de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon : www.spm-ct975.fr dans la rubrique *développement économique*. En voici un résumé.

Code local des investissements

⇒ **Code local :**

Allègement des impôts sur les bénéfices jusqu'au **31/12/2018**.*

⇒ **Allègements fiscaux***

Nouvelles entreprises: Exonération des 3 premiers exercices, puis abattement de 75%, 50% et 25%, sur les 3 exercices suivants.

Reprises d'entreprises en difficulté : Exonération totale sur les 4 premiers exercices, puis abattement de 80%, et 50% sur les 2 exercices suivants.

Prime d'équipement : les entreprises peuvent bénéficier d'une prime d'équipement en vue de favoriser ou d'améliorer leur installation dans l'archipel. La prime d'équipement est une bonification d'intérêts visant à améliorer l'installation sur le territoire des entreprises artisanales (moins de 15 salariés), d'entreprises agricoles et aquacoles. Cette prime est d'un montant maximum de 65 000€.

Investissements productifs (Code Local des Impôts) : Réduction d'impôts prévue par l'article 103 ter du Code Local des Impôts : 50% des sommes investies dans un investissement productif, déduction répartie sur 5 ans. Déduction fiscale en base prévue par l'article 112 bis du CLI à l'égard des investissements productifs réalisés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (également via souscriptions d'actions) appartenant notamment aux secteurs de l'industrie, pêche, tourisme, énergies nouvelles

⇒ **Aide à l'Investissement et aux Productions Locales - Douanes***

Exonération droits de douane, de la taxe spéciale, de l'octroi de mer et du droit de débarquement pour :

- les biens d'investissements importés par les entreprises locales nécessaires à leurs activités.
- les matières premières et emballages importés par les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs de l'industrie et de l'artisanat de production de biens.

⇒ **Demande d'agrément**

- Les demandes d'agrément au régime d'aide à l'investissement et aux productions locales sont instruites par le service des douanes.
- La demande au bénéfice du CLAI doit être déposée à la Collectivité Territoriale, à l'Hôtel du Territoire.

⇒ **Autre**

Pour soutenir les entrepreneurs à la création depuis le 1^{er} janvier 2016, 5 chèques d'une valeur de 1000 euros (4 pour du développement numérique et 1 pour du conseil) ont été mis en place.

*voir condition sur le site de la collectivité territoriale (www.spm-ct975.fr)

Aide au secteur touristique :

Il existe plusieurs aides pour favoriser le développement touristique :

⇒ **Exonération des droits de douanes sur les véhicules destinés au transport des touristes.**

⇒ **Soutien à l'investissement privé pour le développement des capacités d'hébergement.**

Le tourisme durable, est identifié comme un levier essentiel pour le développement économique de l'archipel. L'un des objectifs opérationnels visés est d'augmenter sur le territoire, à horizon 2018, la capacité d'accueil touristique en hôtellerie. La Collectivité Territoriale a pour volonté également d'accompagner les projets liés aux offres de services et d'équipements haut de gamme destinés à divertir la clientèle touristique et à améliorer le cadre de vie de la population.

⇒ **Soutien à l'investissement privé pour le développement de restaurant.**

Le dispositif propose des aides en faveur des investisseurs souhaitant développer des projets de restauration de type gastronomique ou traditionnel ou répondant aux nouvelles tendances gastronomiques.

Pour plus de renseignements prendre contact avec la collectivité territoriale, Archipel Développement ou la CACIMA

- secretariat@cacima.fr
- www.spm-ct975.fr/index.php?id=contact
- sodepar.spm@sodepar.com

SAINT-PIERRE
— MIQUELON

Des îles d'exception —

INTELL-ECHO



Êtes-vous à la recherche d'opportunités d'affaires dans ce secteur?
La CACIMA et la CCFC-RA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat
(informations ciblées et réseaux de contact)

Intell-Écho est un bulletin périodique édité par l'Observatoire d'information économique, projet de la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan, et de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon.

Réalisation : Chef de projet, Dr. Monica Mallowan, Observatoire PROVIS. Univ. de Moncton, campus de Shippagan, NB, Canada.
observatoirePROVIS@umoncton.ca
© Observatoire PROVIS 2017.

Politique d'information : L'objectif de ce périodique est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Écho** comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour, dernières statistiques disponibles) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.



Chambre d'Agriculture,
de Commerce, d'Industrie,
de Métiers et de l'Artisanat
(CACIMA)
4, boul. Constant Colmay,
BP 4207 97500
Saint-Pierre et Miquelon, France
contact@cacima.fr
www.cacima.fr/blog



PROVIS—UNIV. DE MONCTON,
CAMPUS DE SHIPPAGAN
218, J.-D.-Gauthier
Shippagan NB E8S 1P6
Canada
observatoirePROVIS@umoncton.ca
http://provis.umcs.ca



Réseau Atlantique-Atlantic Network
Chambre de Commerce et
d'Industrie Française au Canada—
Réseau atlantique—Atlantic Network
(CCFCRA)
333, av. Acadie,
Dieppe, NB, E1A 1G9
Canada
direction@ccfcra.ca
www.cfcra.ca

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation: Chef de projet, Mme Janick CORMIER, Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat.
contact@cacima.fr
© Observatoire CACIMA 2017.

Politique d'information: L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Echo** comme source.

Responsabilité: L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.